



OPALE
OBSERVATOIRE
PARTENARIAL
ÉCONOMIE
EMPLOI
INSERTION

**Regard sur
l'économie
et les entreprises
lyonnaises n°50**

MAI
2021

Un souffle d'optimisme, malgré tout

SYNTHÈSE

En cette fin du mois de mai, les entreprises lyonnaises affichent une certaine dose d'optimisme. L'activité s'est très peu contractée lors de la troisième phase de confinement, et surtout, les perspectives s'éclaircissent au fur et à mesure de la levée des restrictions sanitaires et de la progression de la vaccination. C'est particulièrement le cas dans l'hébergement, la restauration, les loisirs, la culture et les services à la personne, avec un calendrier de réouverture qui permet d'anticiper une reprise de l'activité au cours de l'été. Dans les autres secteurs, déjà proches de leur niveau d'activité d'avant-crise (industrie, services aux entreprises, bâtiment notamment), les perspectives sont également à la hausse, malgré quelques tensions sur les prix et l'approvisionnement en matières premières et composants.

La situation du marché du travail est plus contrastée. Le nombre de demandeurs d'emploi dans les catégories A, B et C a augmenté d'environ 7 % entre février 2020 et mars 2021 ; cette hausse concerne en particulier les jeunes et les personnes les plus éloignées de l'emploi. Les effectifs salariés dans le secteur privé se rétractent de 1,2 % en un an, avec notamment un moindre recours aux contrats courts de la part des employeurs. Par ailleurs, des difficultés de recrutement réapparaissent dans certains métiers (informatique, transport routier, bâtiment par exemple).

Achévé de rédiger le 31 mai 2021

Éléments de cadrage	2
L'emploi salarié	4
Les intentions d'embauche	6
Les créations d'entreprise	7
Les défaillances d'entreprise	7
Les demandeurs d'emploi	8
Les bénéficiaires du RSA	10
Focus : le tourisme à Lyon	11

L'impact de la crise sur l'activité économique lyonnaise : éléments de cadrage

Avertissement

Dans l'ensemble de la publication, la mention "Rhône" concerne la circonscription départementale (métropole et nouveau département), la distinction entre les deux collectivités étant rarement faite dans les données publiées.

Une adaptation aux mesures sanitaires

L'activité économique lyonnaise a connu un premier trimestre 2021 tout à fait correct. La perte d'activité par rapport au niveau d'avant-crise est estimée par les chefs d'entreprise à 5 % en moyenne, tous secteurs confondus, selon la Banque de France. Au mois d'avril, avec le durcissement des mesures sanitaires, la perte d'activité atteint 6 %, ce qui est peu comparativement aux précédents confinements et témoigne d'un apprentissage collectif de la gestion de ces périodes (mesures moins strictes qu'il y a un an, meilleure adaptation des entreprises). Les modes d'organisation pâtiennent cependant d'une situation « dégradée » qui dure, avec des process internes perturbés par le télétravail, ou un développement commercial rendu plus difficile par le manque d'interactions de terrain (visites sur site, salons...).

Un bon niveau d'activité dans la plupart des secteurs

Dans l'industrie, la production progresse à un rythme régulier au fil des mois, à l'exception des secteurs de l'aéronautique (peu présente dans la région) et de la construction automobile (qui chute en avril du fait de la pénurie de composants électroniques). Dans les services marchands, le niveau d'activité est très proche de celui d'avant-crise dans tous les secteurs hors hôtellerie, restauration et activités créatives. Ce dynamisme renforce les besoins en recrutement, particulièrement forts dans l'informatique et le transport routier. Le bâtiment garde une activité soutenue, avec des carnets de commande historiquement hauts et des tensions sur le coût des matières premières qui se répercute sur le prix des devis.

Des perspectives plutôt optimistes

Avec l'allègement progressif des contraintes sanitaires en mai et en juin, les chefs d'entreprise anticipent une amélioration de leur activité. C'est particulièrement le cas dans l'hébergement et la restauration, dans les activités de loisirs et de services à la personne, ou dans la location de matériel. Dans les différentes enquêtes menées dans la région, les dirigeants se révèlent plutôt optimistes pour les semaines qui viennent, à la fois pour leur entreprise et pour la situation économique générale.

Les dispositifs d'accompagnement et de soutien ont globalement bien fonctionné et les entreprises ont, pour la plupart, une trésorerie encore bien garnie permettant de financer la reprise. Selon l'observatoire de la CCIR, les trois quarts des entreprises ont un niveau de trésorerie jugé normal. Et une majorité d'entreprises n'a pas utilisé le montant des prêts garantis par l'Etat qu'elles ont contracté par précaution.

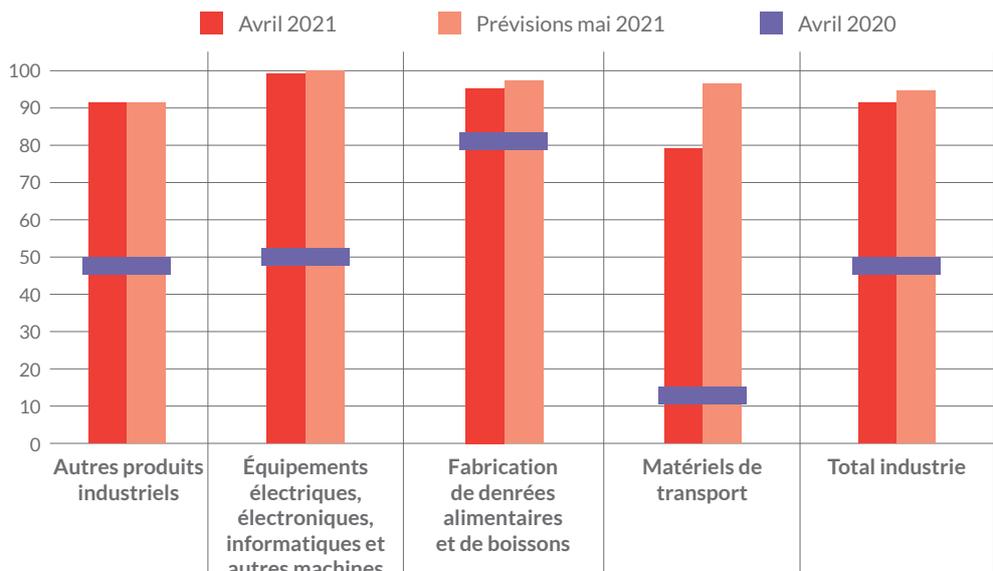
D'autres sujets de préoccupation

Si la situation sanitaire (et ses contraintes) reste un sujet de préoccupation, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à faire face à d'autres freins. La hausse des prix des matières premières et des composants pèse sur les marges, en particulier dans l'industrie et dans le bâtiment, et conduit à la réévaluation des prix des produits finis ou des devis. Cette hausse des prix se double parfois de difficultés d'approvisionnement, par exemple pour les matières premières (métaux, bois...) ou les composants électroniques. Enfin, des difficultés de recrutement réapparaissent sur des métiers déjà en tension avant la crise (cf. enquête sur les besoins en main-d'œuvre, page 6) ; elles viennent rappeler l'importance de la dimension humaine et sociale de la reprise.

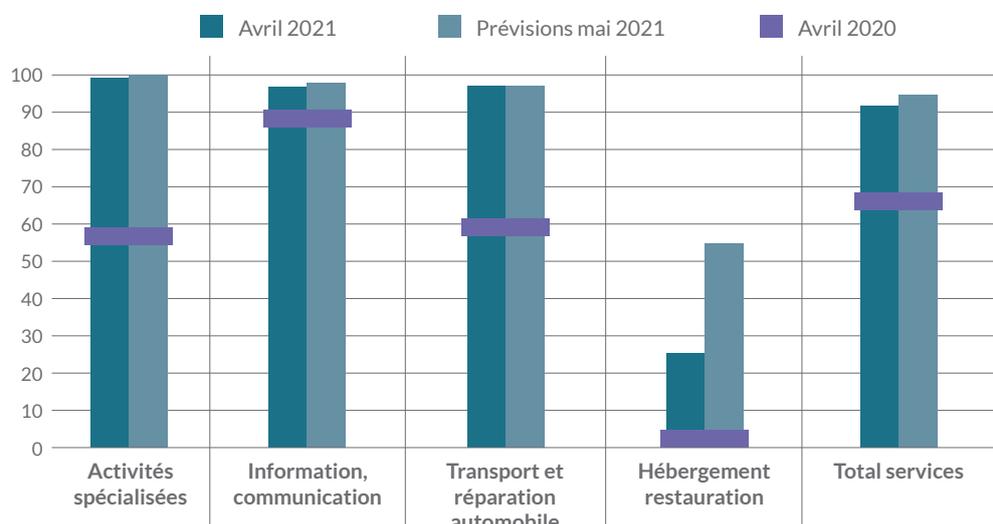
Sources :

- Insee Auvergne-Rhône-Alpes. Fin 2020, l'emploi régional recule plus fortement qu'en France : note de conjoncture régionale, 4^e trimestre 2020, avril 2021
 - Banque de France – Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, avril 2021
 - CCIR Auvergne-Rhône-Alpes. Observatoire économique crise covid-19 : situation début mai 2021
 - Urssaf – Conjoncture 4^e trimestre 2020, Stat'UR Auvergne-Rhône-Alpes, n°27, avril 2021
 - Banque de France – Point sur la conjoncture française à fin mai 2021
 - Insee – Point de conjoncture. 6 mai 2021

INDUSTRIE
Jugement des dirigeants d'entreprise sur le niveau d'activité de leur entreprise
 En pourcentage du niveau jugé « normal »



SERVICES
Jugement des dirigeants d'entreprise sur le niveau d'activité de leurs entreprises
 En pourcentage du niveau jugé « normal »



Source : Banque de France, Tendances régionales Auvergne-Rhône-Alpes, avril 2021

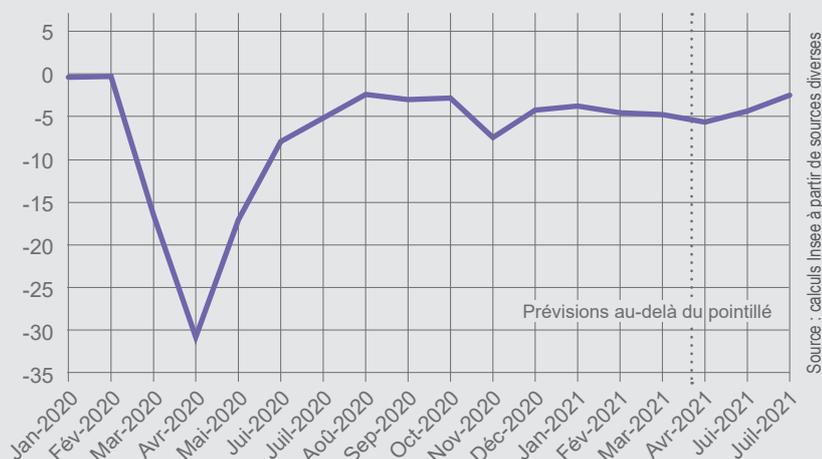
CONJONCTURE NATIONALE : UN IMPACT DU 3^E CONFINEMENT NETTEMENT MOINS MARQUÉ

Dans son point de conjoncture de mai 2021, l'Insee estime que l'activité économique a été largement affectée par les restrictions sanitaires au premier trimestre 2021, mais un peu moins qu'au quatrième trimestre 2020. Le produit intérieur brut (PIB) aurait légèrement augmenté (+0,4 %) au premier trimestre, après un quatrième trimestre 2020 marqué par le deuxième confinement (-1,4 % par rapport au troisième trimestre).

Depuis le début de l'année 2021, l'activité économique s'est légèrement dégradée de mois en mois : elle aurait atteint -6 % en avril en écart à l'avant-crise (au quatrième trimestre 2019), après -4 % en janvier. L'impact du troisième confinement est ainsi nettement moins marqué que celui des précédents (-7,5 % en novembre 2020, -31 % en avril 2020).

Pour mai et juin, l'Insee prévoit un scénario de rebond : l'activité économique atteindrait -2,5 % en juin 2021, soit un niveau similaire à celui atteint en août 2020.

Pertes d'activité mensuelles estimées puis prévues
 Écart d'activité économique par rapport au 4^e trimestre 2019 (en pourcentage)



Source : calculs Insee à partir de sources diverses

Lecture : en janvier, l'activité économique a été en retrait d'environ 4 % par rapport au niveau du quatrième trimestre 2019. Elle se serait établie en avril à -6 %.



Les emplois salariés dans le secteur privé

Définitions

Champ : emplois salariés de l'ensemble des cotisants du secteur concurrentiel, hors intérim. N'inclut pas les administrations publiques, l'éducation et la santé non marchandes, les salariés à domicile des ménages et les entreprises relevant de la Mutualité sociale agricole.

Source : Urssaf Rhône-Alpes. Données brutes, évolutions annuelles.

Périmètres : EPCI du Carré métropolitain, CTM de la métropole de Lyon.

Lexique

EPCI : établissement public à caractère intercommunal

CTM : conférence territoriale des maires (regroupement des communes de la métropole de Lyon par bassin de vie)

CC : communauté de communes

CA : communauté d'agglomération

Une baisse mesurée des effectifs en 2020

Malgré la crise, l'impact sur l'emploi salarié privé a été relativement limité grâce aux différentes mesures de soutien aux entreprises et à l'emploi. La métropole de Lyon, tout comme l'ensemble du Carré métropolitain, a perdu 1,2 % d'emplois salariés privés entre fin 2019 et fin 2020. Cette baisse est légèrement inférieure à celle constatée en France (-1,4 %). Ce sont 13 640 emplois qui ont été perdus dans l'ensemble du Carré métropolitain dont la moitié dans la métropole de Lyon.

L'hébergement-restauration, les activités récréatives et l'industrie, secteurs les plus impactés

Les baisses d'emplois les plus significatives ont été enregistrées dans le secteur des services aux particuliers (-3,6 % d'emplois), en particulier dans les activités d'hébergement, de restauration et les activités récréatives. Ces activités ont perdu 8 800 emplois dans l'ensemble du Carré métropolitain.

L'industrie est le second secteur le plus impacté avec une perte de près de 3 000 emplois en un an dans le Carré métropolitain (-1,3 %). Les services aux entreprises, le commerce et le transport-logistique ont mieux résisté, avec des baisses d'effectifs comprises entre -0,4 % et -0,7 %. Malgré les confinements, le secteur de la construction a tiré son épingle du jeu, avec des effectifs en augmentation de +1,4 % en un an.

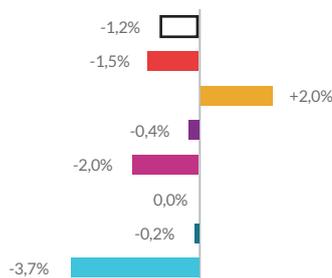
Des pertes d'emplois contenues dans les territoires du Carré métropolitain

À quelques exceptions près, la plupart des EPCI ont été touchés par des baisses d'effectifs en 2020. Celles-ci sont restées relativement contenues (autour de -3,5 % pour les baisses les plus fortes). Quelques territoires, tels que la CC du Pays de l'Ozon ou la CC du Pays mornantais, ont affiché des gains d'emplois. Les CTM de la métropole de Lyon ont connu des évolutions d'emploi assez contrastées, selon la composition de leur tissu économique. Lyon a enregistré la baisse la plus forte (-2,1 %, soit 5 300 emplois perdus), liée notamment à la surreprésentation d'activités très touchées par la crise (hébergement, restauration et loisirs). A l'inverse, Rhône Amont voyait son nombre d'emplois augmenter de +2,3 %, soit 910 emplois gagnés en un an ; une croissance portée par l'ensemble des secteurs, à l'exception des activités de services aux entreprises et aux particuliers.

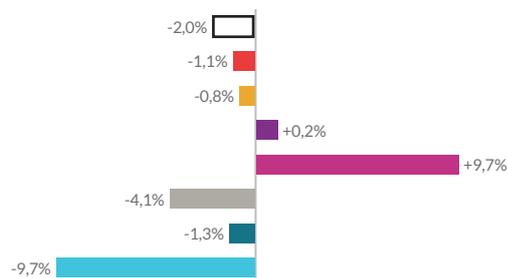
Évolution en un an par grands secteurs d'activité dans les 8 plus grands EPCI de l'aire d'attraction de Lyon



Métropole de Lyon

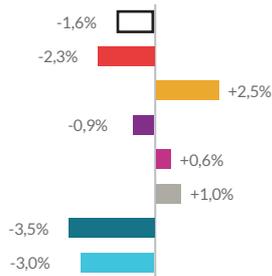


CC de l'Est Lyonnais (CCEL)

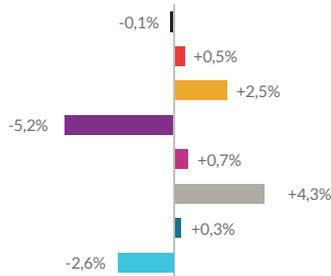




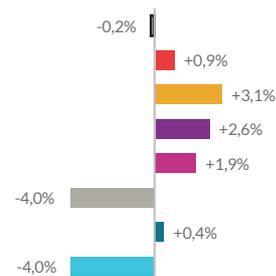
CA Villefranche Beaujolais Saône



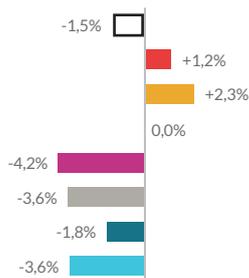
CA Porte de l'Isère (C.A.P.I)



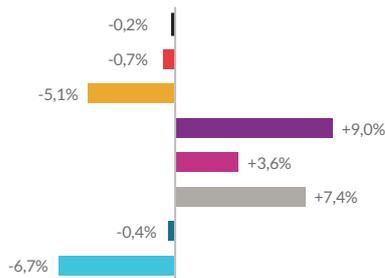
CC Plaine de l'Ain



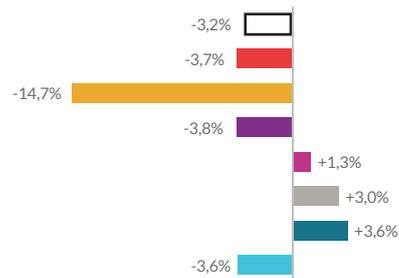
CA Vienne Condrieu



CC de la Vallée du Garon (CCVG)



CC de Miribel et du Plateau

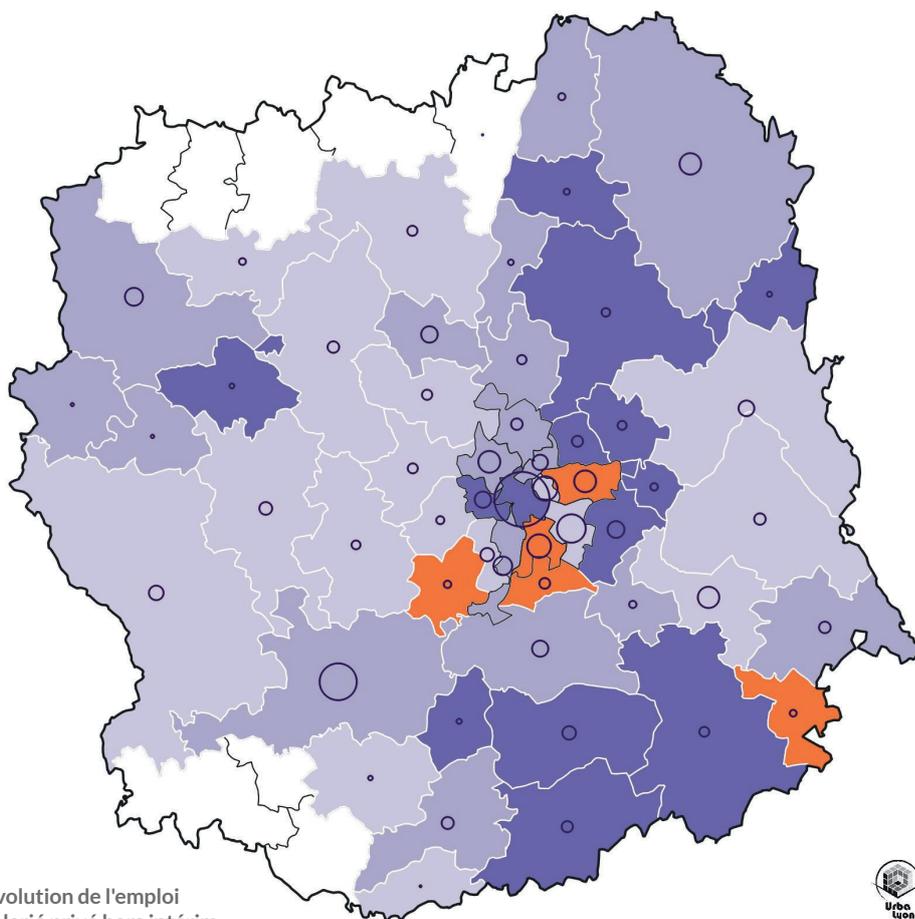


AU PREMIER TRIMESTRE 2021, L'EMPLOI SALARIE PRIVE AUGMENTE DE 0,3 % EN FRANCE

Entre fin décembre 2020 et fin mars 2021, l'emploi salarié du secteur privé croît de 0,3 %, soit 57 300 créations nettes d'emplois en France. Il augmente à nouveau après s'être replié sous l'effet de la crise sanitaire et des confinements : fortement au premier semestre 2020 (-3,2 %, soit -625 300) et très modérément au quatrième trimestre (-0,1 % soit -28 800 emplois).

Il s'agit de la deuxième hausse trimestrielle depuis le début de la crise, après un rebond nettement plus fort à l'été 2020 (+1,7 % soit +333 900 emplois entre fin juin et fin septembre). Au total, l'emploi salarié privé demeure inférieur à son niveau d'avant-crise : à la fin du premier trimestre, il se situe 1,3 % sous son niveau de fin 2019 (soit -262 900 emplois), proche de son niveau de fin 2018.

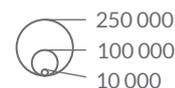
Nombre d'emplois salariés privés hors intérim par EPCI et évolution en un an



Évolution de l'emploi salarié privé hors intérim

- En baisse de -6% à -2%
- En baisse de -2% à -1%
- En baisse de -1% à 0%
- En hausse de 0% à +2%
- Non renseigné

Nombre d'emplois



Source : Insee - Estimation flash de l'emploi salarié - 1^{er} trimestre 2021
[Texte repris dans son intégralité]





Les intentions d'embauche

Définitions

Déclaration préalable à l'embauche (DPAE) : formalité obligatoire qui doit être effectuée par l'employeur dans les huit jours précédant l'embauche, quelles que soient la durée et la nature du contrat de travail (hors intérim).

Source : Urssaf Rhône-Alpes. Données corrigées des variations saisonnières.

Périmètre : circonscription départementale du Rhône

Enquête Besoin en main-d'œuvre (BMO) 2021 : enquête par questionnaire auprès des établissements employeurs, hors administrations de l'État et entreprises publiques. Plus de 55 000 réponses en Auvergne-Rhône-Alpes. Les résultats sont redressés.

Source : Pôle Emploi

Périmètre : métropole de Lyon

25%
des établissements envisagent de recruter en 2021

Un nouveau recul des déclarations d'embauche au 4^e trimestre

Le nombre global des déclarations d'embauche au 4^e trimestre 2020 est inférieur d'un tiers à son niveau du 4^e trimestre 2019. Les CDD courts de moins d'un mois, qui représentent plus de 60 % des embauches, baissent de 40 % en un an. Les CDI diminuent également fortement (-24 %), et dans une moindre mesure les CDD de plus d'un mois (-10 %). Au niveau régional, c'est surtout le secteur des services qui est en recul (-27 %), alors que l'industrie (-10 %) et la construction (-4 %) sont moins touchées.

La moitié des recrutements jugés difficiles

62 400 projets de recrutement ont été recensés dans la métropole de Lyon pour l'année 2021, soit près de 20 % des projets identifiés par l'enquête BMO en Auvergne-Rhône-Alpes. Ce nombre est en baisse par rapport à 2019 (dernière année comparable), comme au niveau régional, alors qu'il progresse au niveau national.

Dans la métropole de Lyon, seulement 13 % des projets sont liés à une activité saisonnière : une proportion très faible comparée à d'autres

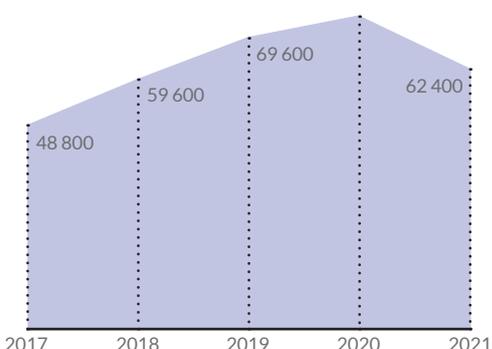
Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) dans le Rhône



territoires limitrophes. Dans le nouveau département du Rhône, plus de la moitié des projets de recrutement sont saisonniers, dont une majorité dans la viticulture.

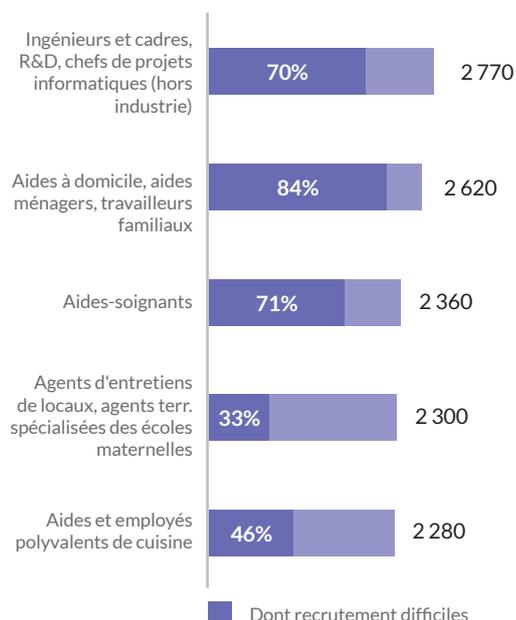
La moitié des recrutements sont jugés difficiles par les employeurs ; cette part est un peu plus faible qu'en 2019, où elle était de 55 %. Les difficultés sont particulièrement fortes dans la santé humaine et l'action sociale (66 % de recrutements difficiles) et la construction (64 %).

Enquête BMO : les projets de recrutements dans la métropole de Lyon



*2020 : résultats non comparables

Enquête BMO : top 5 des métiers recherchés dans la métropole de Lyon (saisonniers et non saisonniers)





Les créations d'entreprise

Définition

Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, avec mise en place de nouveaux moyens de production. Les statistiques, constituées à partir des informations du Répertoire des entreprises et des établissements (REE) issu de Sirene, incluent les créations sous le régime de micro-entrepreneur.

Source : Insee (données brutes)

Périmètre : circonscription départementale du Rhône

3 352 entreprises créées dans le Rhône en avril

Par rapport à avril 2019 la hausse du nombre de créations d'entreprise est de 14 %. L'année dernière à la même époque les créations d'entreprise étaient à leur plus bas niveau en raison du confinement.

30 % des entreprises ont été créées sous forme de sociétés, 70 % sous forme d'entreprises individuelles dont 63 % de microentreprises. En deux ans, le nombre de créations de sociétés a plus progressé que celles d'entreprises individuelles : respectivement +33 % et +7 %. Ce n'est pas le cas en France.

Au niveau national, les microentreprises du transport représentent 15 % du total des créations. Il s'agit surtout d'activités de livraison de repas et de colis ; leur nombre a plus que doublé par rapport à avril 2019.

Nombre de créations d'entreprise dans le Rhône



Les défaillances d'entreprise

Définition

Une défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire (y compris les rétablissements professionnels et les résolutions de plans). Ces procédures collectives interviennent lorsqu'une entreprise est en état de cessation de paiement.

Source : Tribunal de commerce de Lyon

Périmètre : Ressort du Tribunal de commerce de Lyon

Le nombre de défaillances reste faible

Moins de 60 procédures collectives ont été enregistrées en avril 2021 au Tribunal de commerce de Lyon, contre 140 en avril 2019, avant la crise sanitaire. Au cours des quatre premiers mois de l'année, entre janvier et avril 2021, 250 procédures collectives ont été ouvertes, soit 30 % de moins qu'au cours de la même période en 2020.

Huit procédures sur dix sont des liquidations judiciaires. Elles concernent principalement des entreprises sans salarié (pour 75 % d'entre elles) et en premier lieu le secteur du commerce (près de 25 %). On note depuis le début de la crise sanitaire une proportion plus forte de défaillances dans les activités scientifiques

Nombre de procédures collectives au Tribunal de commerce de Lyon



et techniques (ingénierie, recherche et développement, activités juridiques et comptables...) et dans les services administratifs et de soutien (agences d'intérim, voyagistes, nettoyage...).



Les demandeurs d'emploi

Définitions

Les catégories A, B et C regroupent des demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

Les catégories A sont sans emploi.

Les catégories B ont exercé une activité réduite courte (78h et moins au cours du mois).

Les catégories C ont exercé une activité réduite longue (plus de 78h au cours du mois).

Source : Pôle emploi.

8 100 demandeurs d'emploi sans activité supplémentaires entre février 2020 et mars 2021

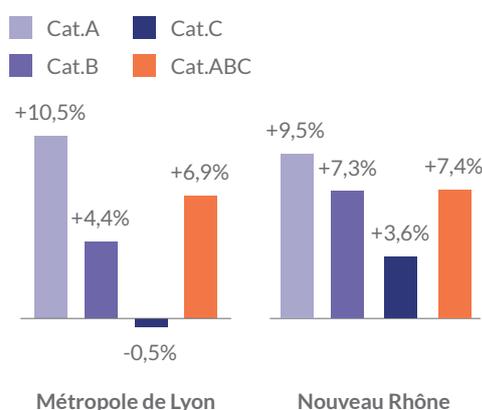
Depuis février 2020, les effectifs de demandeurs d'emploi de catégorie A ont crû de 10,5 % dans la métropole de Lyon. Au cours des treize derniers mois, les hausses ont concerné les mois de confinement à savoir avril, novembre 2020 et mars 2021, mois qui a précédé le 3^e confinement. Cependant le pic observé en avril 2020 (+23 %) ne s'est pas reproduit par la suite. Les hausses enregistrées aux mois de novembre 2020 et mars 2021 ont été beaucoup plus modérées (respectivement

+2 % et +0,6 %) en raison de mesures de confinement moins strictes et grâce aussi à la meilleure adaptation des entreprises au contexte sanitaire.

Au cours du 1^{er} trimestre 2021, les effectifs de demandeurs d'emploi enregistrent des évolutions contrastées selon les catégories : les catégories A sont en recul de 1,9 %, les catégories B et C sont en hausses respectives de 4,2 % et 1 %.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi, entre février 2020 et mars 2021

Source : Pôle emploi, données cvs



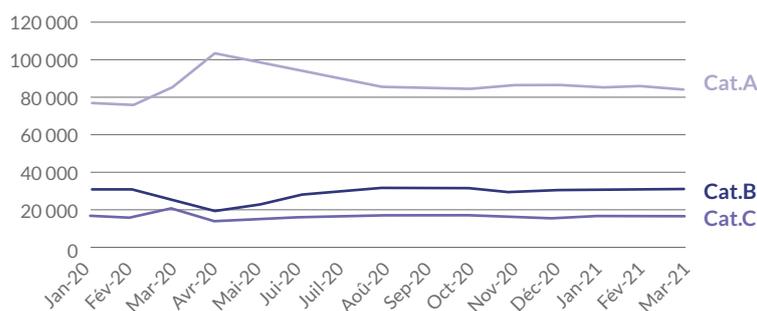
Nombre de demandeurs d'emploi dans la Métropole de Lyon fin mars 2021

Source : Pôle emploi, données brutes

CATÉGORIE A	83 840
CATÉGORIE B	16 880
CATÉGORIE C	32 370
CATÉGORIES ABC	133 090

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi entre janvier 2020 et mars 2021 dans la métropole de Lyon

Source : Pôle emploi, données cvs





Des sorties de Pôle emploi en légère hausse et des entrées globalement en recul avec toujours une hausse soutenue des premières entrées

Pôle emploi enregistre une légère hausse (+0,7 %) des sorties cumulées au cours du 1^{er} trimestre 2021 par rapport au 1^{er} trimestre 2020, signe de la légère embellie sur le front du marché de l'emploi. Les sorties des listes de Pôle emploi pour « reprises d'emploi déclarées » sont en hausse de près de 10 %. Les entrées en stage connaissent un bond de 40 %.

Du côté des inscriptions à Pôle emploi, les entrées sont globalement en recul au 1^{er} trimestre (-9,1 %) en comparaison avec le 1^{er} trimestre 2020. Les entrées à la suite

d'un licenciement économique sont en légère hausse (+0,9 %) mais de façon beaucoup plus modérée que sur les trimestres précédents. Les premières entrées (principalement les jeunes diplômés entrants sur le marché du travail) et les reprises après inactivité augmentent toujours significativement (+19,6 % et +8,8 %). Plus encourageant, les entrées pour fin de mission d'intérim et fin de CDD sont en net recul, signe d'un début d'optimisme retrouvé de la part des employeurs qui reconduisent voire pérennisent une partie de leurs contrats de travail.

Les jeunes et les demandeurs d'emploi les plus éloignés du marché du travail, principales victimes de la crise économique

Fin mars 2021, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C atteint 133 100 personnes. Parmi elles, 83 840 n'ont eu aucune activité (catégorie A). La métropole de Lyon compte 6,5 % de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans de catégorie A supplémentaires en un an (+700). Les jeunes se heurtent de plein fouet à la frilosité des entreprises à recruter, malgré les mesures nationales et locales prises pour soutenir l'emploi et l'accompagnement des jeunes (par exemple le Revenu de solidarité

Jeunes créé par la Métropole de Lyon à compter de juin 2021).

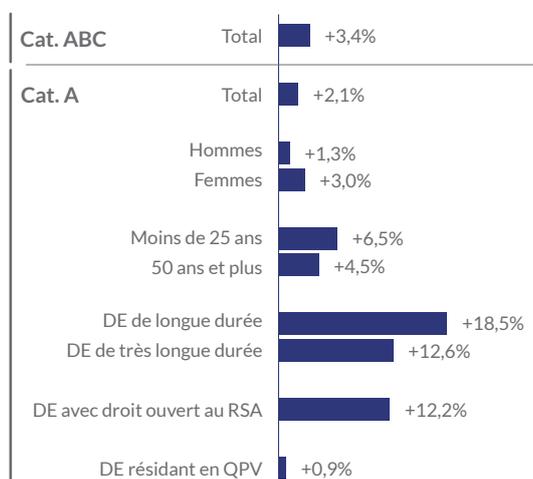
Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant un droit ouvert au RSA sont également en forte augmentation (respectivement +18,5% et +12,2 % par rapport à mars 2020). Ces personnes durablement éloignées du marché du travail souvent moins qualifiées rencontrent plus de difficultés à retrouver un emploi dans un contexte où les opportunités d'emploi se font plus rares.

Un net recul du nombre d'offres d'emploi en 2020

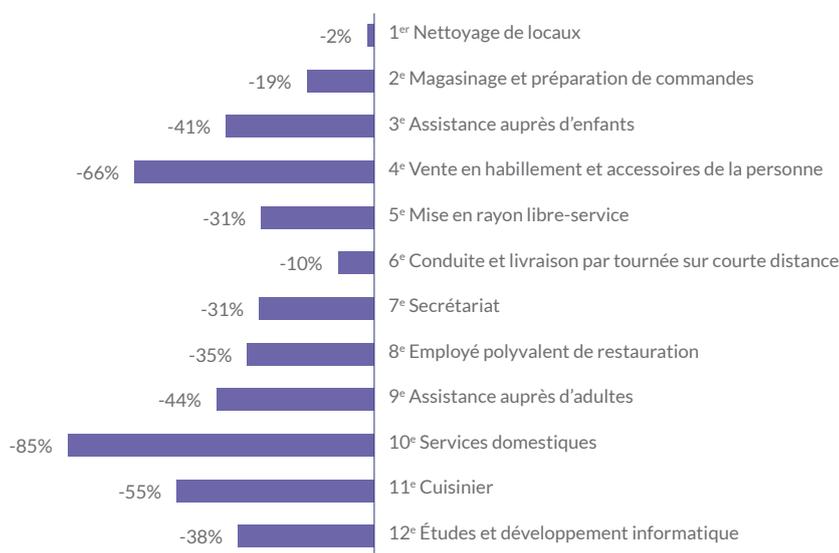
Si le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi au 1^{er} trimestre 2021 est en recul modéré par rapport au 1^{er} trimestre 2020 (-4,4 %), le recul sur l'année est très élevé : -28,5 % d'offres collectées sur un an glissant. Parmi les douze métiers les plus recherchés par les demandeurs d'emploi, on observe une baisse des offres d'emploi collectées pour l'ensemble d'entre eux, allant jusqu'à -85 % pour les services domestiques. En revanche, pour

les offres dans le nettoyage de locaux, premier métier recherché par les demandeurs d'emploi, le magasinage et la préparation de commandes ou encore la conduite et livraison par tournées sur courte distance, les baisses sont plus modérées. Ces métiers ont été fortement sollicités dans le contexte de crise sanitaire actuelle et lors des confinements.

Évolution en un an du nombre de demandeurs d'emploi dans la métropole de Lyon, selon le profil



Les 12 premiers métiers recherchés par les demandeurs d'emploi : évolution du nombre d'offres collectées sur un an glissant (avril 2020 à mars 2021 comparé à avril 2019 à mars 2020)



Les bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)

Définitions

Le revenu de solidarité active (RSA) est une allocation qui complète les ressources initiales du foyer pour qu'elles atteignent le niveau d'un revenu garanti. L'allocation varie en fonction de la composition du foyer et du nombre d'enfant(s) à charge, du montant des revenus d'activité du foyer, de certaines autres ressources (pensions alimentaires, rentes, indemnités chômage...) et des aides au logement perçues.

La prime d'activité (PPA) est une prestation vise à lever les freins monétaires au retour à l'emploi et à soutenir le pouvoir d'achat des travailleurs aux ressources modestes. Elle permet également aux jeunes actifs âgés de 18 à 25 ans de bénéficier d'une aide à l'emploi, y compris les étudiants et les apprentis. La prime d'activité est calculée sur la base des ressources de l'ensemble des membres du foyer, indiquées à la Caf par une déclaration trimestrielle.

Source : Caf du Rhône – Données semi-définitives

Périmètre : métropole de Lyon

1 390 foyers supplémentaires bénéficiaires du RSA en un an

Dans la métropole de Lyon, le nombre de foyers bénéficiaires du RSA atteint 42 530 fin mars 2021, ce qui représente une hausse de 3,4 % et 1 390 foyers supplémentaires en un an. A noter que l'on compare ici le mois de mars 2021 avec le mois de mars 2020 au cours duquel les bénéficiaires du RSA avaient commencé à être impactés par le premier confinement. C'est pourquoi l'évolution annuelle est moins marquée que dans nos observations du Flash Conjoncture n°4 qui décrivait une évolution de +7,5% entre janvier 2020 (mois antérieur à la crise sanitaire) et janvier 2021.

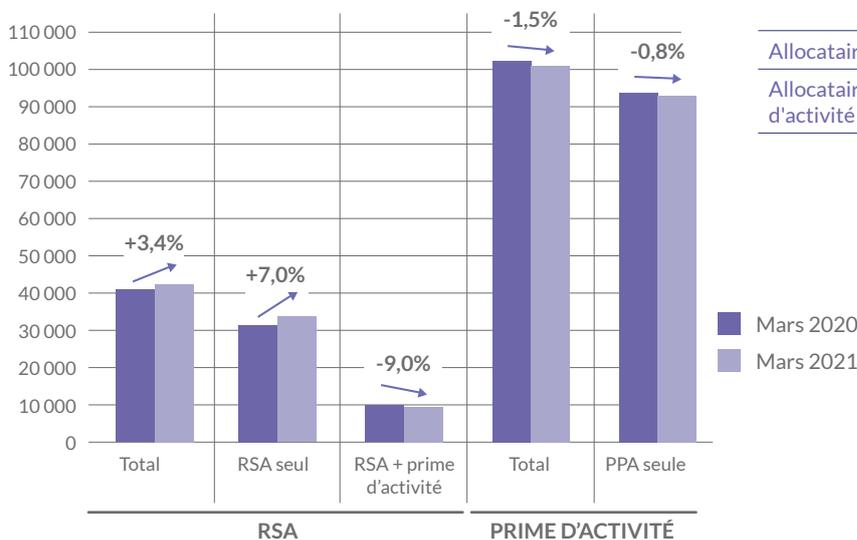
Dans le même temps, le nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité (PPA) recule de 1,5 % pour atteindre 101 890 fin mars 2021 (-1 560 foyers).

La croissance la plus forte s'observe pour les foyers percevant le RSA uniquement (sans PPA) avec +7 % en un an.

Un premier trimestre encourageant

Le solde des entrées-sorties au RSA au cours du mois de mars est négatif. Pour le quatrième mois consécutif, les sorties ont été supérieures aux entrées avec 1 905 entrées pour 2 270 sorties au cours du mois de mars.

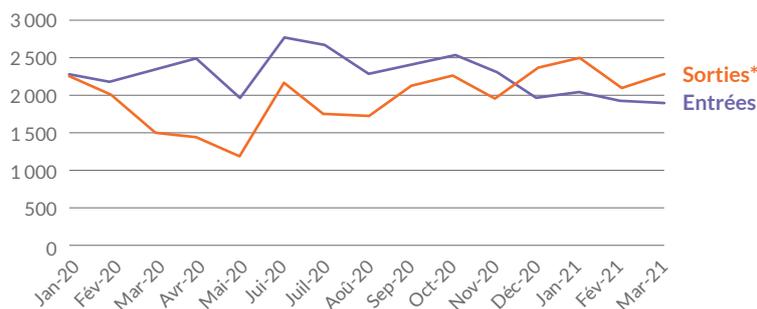
Évolution du nombre de foyers bénéficiaires entre mars 2020 et mars 2021



Nombre de foyers allocataires fin mars 2021

Allocataires RSA	42 530
Allocataires prime d'activité	101 890

Les entrées et sorties mensuelles du RSA



*Les sorties du RSA correspondent au passage au cours du mois de la situation de bénéficiaire du RSA à bénéficiaire de la prime d'activité sans RSA, à bénéficiaire du RSA et/ou de la prime d'activité avec des droits suspendus ou à sortant des deux dispositifs.

FOCUS : le tourisme à Lyon en 2020

Rédigé par



Définitions

Taux d'occupation (TO) : rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres offertes par les hôtels.

RevPar : revenu par chambre calculé en divisant le revenu total des chambres d'un hôtel par le nombre de chambres et le nombre de jours de la période mesurée.

En savoir plus

- Baromètre touristique : www.city-trends.fr/Lyon

- Chiffres clefs 2020 : <https://presse.lyon-france.com/boite-a-outils/bilans-et-etudes>

- Observatoire hôtelier & para-hôtelier du Grand Lyon et de la Loire : https://www.lyon-metropole.cci.fr/jcms/s-informer/observatoire-mensuel-du-tourisme-p_17496.html (source MKG-GrandLyon-CCI Lyon Métropole Saint-Etienne Roanne)

- Newsletter mensuelle ONLYLYON Flash Tourisme : abonnement auprès de averriere@lyon-france.com

L'impact des mesures gouvernementales sur le tourisme

Le démarrage en hausse en janvier-février 2020 présageait une belle année pour le tourisme à Lyon. Malheureusement, la filière touristique est l'un des secteurs les plus touchés par la crise sanitaire. Dans la métropole de Lyon, tous les indicateurs enregistrent des évolutions annuelles négatives : -51 % de nuitées dans les hôtels, -39 points de taux d'occupation, -70 % d'arrivées à l'aéroport de Lyon-Saint Exupéry, -57 % de visiteurs dans les musées et -67 % d'entrées dans les attractions touristiques.

Il est toutefois intéressant de noter que si chaque confinement est synonyme d'une chute sans précédent voire d'une mise à l'arrêt complète de l'activité touristique, les périodes où les contraintes sont levées sont marquées par la remontée rapide des indicateurs, notamment lors de la période estivale. Cela démontre une vraie envie de consommer l'offre touristique lorsque cela est possible.

L'avènement d'un tourisme de proximité et responsable

La fermeture des frontières a rebattu les cartes du tourisme en France : 94 % des Français partis en vacances en 2020 sont restés en France, contre 51 % en 2018. C'est donc en toute logique que le visitorat au Pavillon d'ac-

cueil ONLYLYON Place Bellecour est à 82 % français et que 71 % des visites guidées ont été réalisées en français.

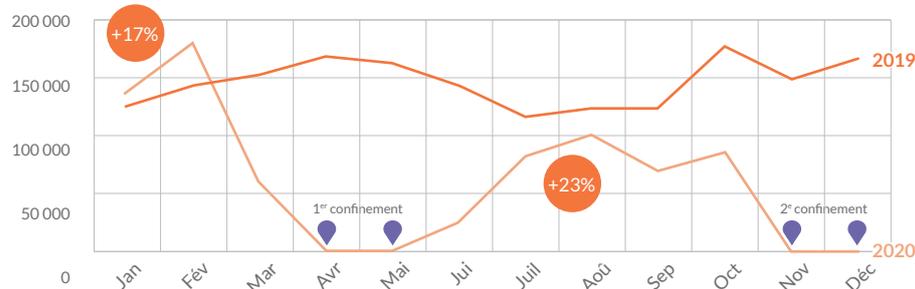
Malgré la restriction des déplacements, le recul du trafic aérien et l'annulation d'événements (congrès, salons...), Lyon a enregistré un taux d'occupation plus élevé (32,9 %) que d'autres métropoles européennes telles qu'Amsterdam ou Barcelone et une baisse moindre de son RevPar (-59,3 %) comparé à Paris (-73,1 %) ou à la moyenne française (-61,3 %), confirmant l'enjeu du tourisme de proximité.

Par ailleurs, 55 % des Français déclarent choisir dorénavant leurs vacances en tenant compte des contraintes environnementales. La crise sanitaire mondiale a ainsi mis en exergue la nécessaire transition vers un tourisme plus responsable et vertueux.

De légers signes de reprise pour le tourisme lyonnais

Alors que les conditions sanitaires étaient similaires, les mois de janvier et février 2021 ont enregistré des chiffres supérieurs à la fin d'année 2020 : c'est un signe encourageant pour la suite. La levée progressive des mesures sanitaires et la réouverture à terme des frontières seront sans doute les leviers pour une pleine reprise, annoncée comme exceptionnelle par de nombreux spécialistes du fait de la tendance au « Revenge Travel ».

Nombre de visites dans les musées de la métropole de Lyon (744 775 visites)



Taux d'occupation mensuel des hôtels dans la métropole de Lyon



Chiffres clés de la métropole de Lyon

568 670

emplois salariés
du secteur privé,
hors intérim

Urssaf, 4^e trimestre 2020

133 090

demandeurs d'emploi
de catégories ABC

Pôle Emploi, données brutes, fin mars 2021

7,9%

taux de chômage

Insee, 4^e trimestre 2020

Nous remercions
l'Aderly Invest in Lyon,
la Banque de France,
la Chambre de métiers et de l'artisanat du Rhône,
le Cecim,
la CCI Auvergne-Rhône-Alpes,
la CPME du Rhône,
l'Insee,
le Medef Lyon-Rhône,
la Métropole de Lyon,
OnlyLyon Tourisme et Congrès,
Pôle Emploi,
le Tribunal de commerce de Lyon,
l'Urssaf
et la Ville de Lyon
pour leur participation à l'élaboration de cette publication.

Directeur de publication : **Damien Caudron**
Référent : **Clarisse Garin-Hameline** 04 81 92 33 40 -
c.garinhameline@urbalyon.org

Ce rapport résulte d'un travail associant les métiers
et compétences de l'ensemble du personnel de l'Agence d'urbanisme



Agence d'**Urbanisme** de l'aire
métropolitaine **lyonnaise**

Tour Part-Dieu, 23^e étage
129 rue Servient
69326 Lyon Cedex 3
Tél. : +33(0)4 81 92 33 00
www.urbalyon.org

La réalisation de ce rapport a été permise par la mutualisation
des moyens engagés par les membres de l'Agence d'urbanisme